



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire portant prolongation de 24 mois de l'autorisation
d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires
à la société GRANULATS VICAT sur le territoire de la commune de REHAINVILLER**

N° 2024-0199
AIOT 0006208402

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 , R. 181-46 et R. 181-49 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-631 du 1^{er} décembre 2009 modifié autorisant la société LOUIS THIRIET et Cie à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur la commune de REHAINVILLER ;

Vu la demande en date du 5 décembre 2023, complétée le 28 mars 2024, relative au renouvellement et à l'extension de l'autorisation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de REHAINVILLER déposée par la société GRANULATS VICAT ;

Vu la demande réceptionnée en préfecture en date du 24 juin 2024 relative à la prolongation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de REHAINVILLER déposée par la société GRANULATS VICAT ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CMA/997_2024 en date du 12 juillet 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la société GRANULATS VICAT par courriel en date du 31 juillet 2024 ;

Vu la réponse de l'exploitant sur ce projet par courriel en date du 1^{er} août 2024, indiquant ne pas avoir d'observation sur ledit projet ;

Considérant que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert portée par la société GRANULATS VICAT à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 24 juin 2024 est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que cette demande n'est pas de nature à engendrer de nouveaux impacts et à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

Considérant que cette demande de prolongation ne concerne que la continuation de l'extraction du site ;

Considérant que cette demande de prolongation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2008-631 du 1^{er} décembre 2009 modifié autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de Rehainviller ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier la durée d'exploitation ainsi que le montant des garanties financières ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1: Champ et portée du présent arrêté

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de REHAINVILLER, octroyée par l'arrêté préfectoral n° 2008-631 modifié du 1^{er} décembre 2009 à la société SAS GRANULATS VICAT, dont le siège se situe 4 rue Aristide Briand – Les Trois Vallons – 38080 L'ISLE-D'ABEAU, est prolongée jusqu'au **1^{er} décembre 2026** afin de poursuivre l'extraction de la carrière.

Article 2 : Garanties financières

Le montant des garanties financières de 48 012 € TTC se substitue à ceux fixés à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 5 : Exécution de l'arrêté et information des tiers

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société GRANULATS VICAT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le maire de Rehainviller

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de 4 mois en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy, le **08 AOUT 2024**

Le Préfet,

Françoise SOULIMAN